

# FRANCE

**ENVIRONNEMENT.** Le conseil général des Yvelines veut construire un circuit de Formule 1 sur des terres réservées... à l'agriculture biologique !

## FORMULE 1 LE GRAND DÉRAPAGE



La maquette du circuit qui s'étendrait sur les communes de Flins et des Mureaux.

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
DANS LES YVELINES

De près, c'est simplement une vaste étendue plane et vide, coincée entre l'autoroute A13 et la Seine, dans un coin de laquelle se trouve, isolée, une petite ferme. Mais depuis quelques mois, ce lieu, situé sur les communes de Flins et des Mureaux, est l'objet de toutes les passions. Car c'est ce terrain que le conseil général des Yvelines a choisi pour faire tourner des bolides à 300 km/h ! Depuis l'an-

**« Un projet d'un autre âge. On pourrait dépenser cet argent en faveur de l'emploi »**

nonce de l'arrêt du Grand Prix de France de Formule 1 à Magny-Cours l'an dernier, la question de son remplacement n'agite pas que le petit monde des passionnés du sport automobile. Il faut dire que la candidature des Yvelines cumule les faux pas. Car le terrain de 180 ha sur lequel le conseil général a jeté son dévolu appartient à la Région,

qui avait commencé à y installer trois agriculteurs biologiques. Au conseil régional, Anny Poursinoff, élue verte, ne décolère pas. « *Il est difficile de trouver des terres en zone périurbaine, et leur prix est très élevé* », s'indigne-t-elle. Cela alors que seuls 0,78 % des terres sont actuellement consacrées à l'agriculture biologique en Île-de-France, quand les objectifs du Grenelle sont de 6 % pour 2012. « *Le céréalier avait commencé à labourer, mais il a tout arrêté*, regrette Damien Bignon, président du Groupement des agriculteurs biologiques d'Île-de-France. *Quant aux deux maraîchers, ils ne sont certes pas dans le périmètre du circuit, mais le caractère bio de leurs produits est menacé.* »

**De plus, le circuit se trouve sur l'une des plus grandes nappes phréatiques d'Île-de-France et en zone partiellement inondable.** Mais Pierre Bédier, président UMP du conseil général, ne renonce pas pour autant : « *Il y a dans les Yvelines un attachement fort à*

*l'industrie automobile. Le circuit de Formule 1 sera le porte-drapeau du renouveau de la vallée de la Seine-Aval* », revendique-t-il. Tant pis si un important collectif s'est organisé pour contrer son projet, et si la région Île-de-France ainsi que plusieurs mairies ont déposé des recours devant le tribunal administratif. Car entre le conseil régional, à majorité PS, et le conseil général des Yvelines, acquis à l'UMP, c'est aussi une lutte politique. Mais les riverains, eux, se battent avant tout pour leur tranquillité. Jean Mallet, maire sans étiquette de Mézysur-Seine, est l'un des leaders de la contestation. Sa petite commune de 1900 habitants se situe juste en face de la zone concernée, de l'autre côté de la Seine. « *Si on construit sur cette zone inondable, l'eau va monter tout autour. Et nous aurons droit à toutes les nuisances atmosphériques et acoustiques* », s'inquiète-t-il.

**Le conseil général réfute, lui, ces inquiétudes.** Car sa fierté, c'est de réaliser « *le premier circuit de F1 Haute qualité environnementale (HQE)* ». Malgré le classement de l'Alliance pour la planète, qui l'a placé en tête des projets « *grenello-incompatibles* », Pierre Bédier affirme que son circuit, estimé à 150 millions d'euros et financé par des fonds publics, sera écologique. « *Nous allons construire une route dépolluante qui aspire le CO<sub>2</sub> émis par les véhicules, installer des écrans végétaux antibruit, maintenir l'agriculture biologique autour et utiliser de manière optimale les circulations douces, comme le train, le vélo ou les navettes fluviales.* » Les opposants, eux, y voient une régression : « *C'est un projet d'un autre âge. Il y a beaucoup d'autres manières de dépenser cet argent en faveur de l'emploi* », soupire Hélène Danel, porte-parole du collectif Flins sans F1. « *Des gens très haut placés vouent une*

*passion à la F1, mais cela ne leur donne pas le droit d'agir ainsi », s'insurge Corinne Lepage, présidente du mouvement Cap 21 et avocate d'une partie des mécontents. Allusion à François Fillon, grand adepte de sport automobile, qui soutient ouvertement le projet des Yvelines. Mais de son côté, le collectif anti-F1 a reçu un renfort de poids en la personne de Jean-Louis Borloo, ministre de l'Écologie, hostile au projet.*

**Pour éviter tout ce gâchis environnemental**, le Grand Prix aurait pu rester à Magny-Cours. Mais la Fédération française de sport automobile, jusqu'alors promoteur du circuit, n'a plus les moyens de couvrir le budget d'un Grand Prix (22 millions d'euros). Surtout, Bernie Ecclestone, détenteur des droits commerciaux des championnats, préférerait un circuit proche de la capitale. Hormis le projet des

### **« La célébration d'un système productiviste fondé sur l'argent la vitesse, la compétition »**

Yvelines, un autre candidat répond à ce critère, le projet Val de France, situé sur les communes de Sarcelles et Villiers-le-Bel. Pourtant, le conseil général des Yvelines agit comme s'il avait déjà gagné. Il a désigné l'architecte chargé de la construction, voté les crédits pour l'enfouissement des lignes à haute tension, prévu la construction d'une nouvelle gare SNCF et le déplacement des captages d'eau.

**« Ce sport a longtemps été valorisé parce qu'il servait de laboratoire de recherche pour l'automobile, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui »,** rappelle Lionel Primault de l'Alliance pour la planète. Vincent Cheynet, fondateur de l'association Casseurs de pub et organisateur de grandes campagnes anti-F1, va beaucoup plus loin. **« Un Grand Prix de Formule 1, ce n'est pas que de la pollution, c'est la célébration d'un système productiviste plein d'anti-valeurs comme l'argent, la vitesse, la publicité, la compétition... De plus, nous entrons dans la phase de déclin du pétrole. Maintenir la Formule 1 dans ce contexte est inadmissible. »** ●

CONSTANCE MOLLE-PROUDHON